

No. 42056

**France
and
Ecuador**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Ecuador on the readmission of persons in irregular situation. Quito, 16 October 1998

Entry into force: *26 May 2000 by notification, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 November 2005*

**France
et
Équateur**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Équateur relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Quito, 16 octobre 1998

Entrée en vigueur : *26 mai 2000 par notification, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 novembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR RE-
LATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IRRÉ-
GULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties contractantes, afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux de lutter contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de l'Equateur, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 1

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie contractante requise.

2. La Partie contractante requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne éloignée de son territoire, conformément à l'alinéa 1, à la demande de l'autre Partie contractante, si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie contractante requise au moment de la sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

3. Aux fins du présent article, les personnes visées à l'alinéa 1 doivent pouvoir justifier à tout moment de la date à laquelle elles sont entrées sur le territoire de la République de l'Equateur pour la Partie contractante équatorienne, des Etats parties à la Convention de Schengen pour la Partie contractante française. A défaut, elles sont réputées se trouver en situation irrégulière au regard de la législation de cette Partie.

4. Les autorités chargées du contrôle aux frontières se notifient mutuellement les documents justifiant de la date d'entrée régulière sur leur territoire.

Article 2

1. La nationalité de la personne est considérée comme établie sur la base de l'un des documents ci-après en cours de validité :

- document d'identité,
- passeport ou tout autre document de voyage,

- carte d'immatriculation consulaire,
 - décret de naturalisation.
2. La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants :
- un des documents périmés mentionnés à l'alinéa précédent,
 - document émanant des autorités officielles de la Partie contractante requise et faisant état de l'identité de l'intéressé,
 - livret ou documents militaires,
 - acte de naissance ou livret de famille,
 - autorisations et titres de séjour périmés,
 - photocopie de l'un des documents précédemment énumérés,
 - déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie contractante requérante,
 - dépositions de témoins de bonne foi consignées dans un procès-verbal.

Article 3

1. Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie contractante requise délivrent sur-le-champ un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2. En cas de doute sur les éléments fondant la présomption de la nationalité ou en cas d'absence de ces éléments les autorités consulaires de la Partie contractante requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie contractante requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

Lorsqu'à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie contractante requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

II. RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS D'ÉTATS TIERS

Article 4

1. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée et de séjour applicables sur le territoire de la Partie contractante requérante pour autant qu'il est établi ou valablement présumé que ce ressortissant est entré sur le territoire de cette Partie après avoir séjourné ou transité par le territoire de la Partie contractante requise.

2. Chaque Partie contractante réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie contractante et sans formalités, le ressortissant d'un Etat tiers qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie con-

tractante requérante lorsque ce ressortissant dispose d'un visa ou d'une autorisation de séjour de quelque nature que ce soit, délivré par la Partie contractante requise et en cours de validité.

Article 5

L'obligation de réadmission prévue à l'article 4 n'existe pas à l'égard :

- 1) des ressortissants des Etats tiers qui ont une frontière commune avec la Partie contractante requérante,
- 2) des ressortissant des Etats tiers qui, après leur départ du territoire de la Partie contractante requise ou après leur entrée sur le territoire de la Partie contractante requérante, ont été mis en possession par cette Partie d'un visa ou d'une autorisation de séjour,
- 3) des ressortissants des Etats tiers qui séjournent depuis plus de six mois sur le territoire de la Partie contractante requérante,
- 4) des ressortissants des Etats tiers auxquels la Partie contractante requérante a reconnu soit le statut de réfugié par application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967, soit le statut d'apatride par application de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides,
- 5) des ressortissants des Etats tiers qui ont été effectivement éloignés par la Partie contractante requise vers leur pays d'origine ou vers un Etat tiers.

Article 6

La Partie contractante requérante réadmet sur son territoire les personnes qui, après vérifications postérieures à leur réadmission par la Partie contractante requise, se révéleraient ne pas remplir les conditions prévues à l'article 4 au moment de leur sortie du territoire de la Partie contractante requérante.

III. TRANSIT POUR ELOIGNEMENT

Article 7

1. Chacune des Parties contractantes, sur demande de l'autre, autorise le transit sur son territoire des ressortissants des Etats tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la Partie contractante requérante. Le transit peut s'effectuer par voie terrestre ou par voie aérienne.
2. La Partie contractante requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.
3. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie contractante requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, ou si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le terri-

toire de la Partie contractante requise, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4. La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger dont le transit est autorisé est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 8

La demande de transit pour éloignement est transmise directement entre les autorités concernées.

Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heures d'arrivée dans le pays de transit, aux pays et lieu de destination, aux documents de voyage, à la nature de la mesure d'éloignement ainsi que, le cas échéant, les renseignements relatifs aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 9

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- si l'étranger court dans l'Etat de destination des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques,
- si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

IV. COUVERTURE DES FRAIS

Article 10

1. Les frais relatifs au transport jusqu'à la frontière de la Partie contractante requise et à l'éventuel retour des personnes pouvant être remises ou réadmissibles conformément aux articles 1 à 6 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

2. Les frais relatifs au transit et à l'éventuel retour des personnes prévus par les articles 7 à 9 du présent Accord incombent à la Partie contractante requérante.

V. PROTECTION DES DONNÉES

Article 11

Les données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Accord et communiquées par les Parties contractantes doivent être traitées et protégées conformément aux législations relatives à la protection des données en vigueur dans chaque Etat.

Dans ce cadre,

- 1) La Partie contractante requise n'utilise les données communiquées qu'aux fins prévues par le présent Accord,
- 2) Chacune des deux Parties contractantes informe, à sa demande, l'autre Partie contractante sur l'utilisation des données communiquées,
- 3) Les données communiquées ne peuvent être traitées que par les autorités compétentes pour l'exécution du présent Accord. Les données ne peuvent être transmises à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable écrite de la Partie contractante qui les avait communiquées.

VI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 12

Les autorités ministérielles responsables du contrôle aux frontières déterminent :

- 1) Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit,
- 2) Les documents et données nécessaires à la réadmission et au transit,
- 3) Les postes frontières qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers,
- 4) Les modalités et les règles de prise en charge des frais relatifs à l'exécution du présent Accord.

Article 13

Les autorités compétentes des deux Parties contractantes coopéreront et se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent Accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 14

1. Les dispositions du présent Accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties contractantes d'autres accords internationaux.

2. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le Protocole de New-York du 31 janvier 1967.

3. Les dispositions du présent Accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties contractantes dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme.

Article 15

1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2. Le présent Accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties contractantes dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Quito le 16 octobre 1998 dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française:
L'Ambassadeur de la France,
FRANÇOIS GOUDARD

Pour le Gouvernement de la République d'Equateur:
Le Ministre des affaires étrangères,
JOSÉ AYALA LASSO

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE
FRANCIA Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DEL
ECUADOR RELATIVO A LA READMISION DE PERSONAS EN
SITUACION IRREGULAR**

Deseosos de desarrollar la cooperación entre las Partes Contratantes, con el fin de garantizar una mejor aplicación de las disposiciones sobre circulación de personas, respetando los derechos y las garantías previstos por las leyes y los reglamentos vigentes,

Respetuosos de los tratados y las convenciones internacionales, y empeñados en combatir la inmigración irregular,

El Gobierno de la República de Francia y el Gobierno de la República del Ecuador, sobre una base de reciprocidad, han convenido lo siguiente:

**I READMISION DE NACIONALES DE LAS PARTES
CONTRATANTES**

ARTICULO 1

1. Cada una de las partes contratantes readmitirá en su territorio, a petición de la otra Parte Contratante y sin trámite, a toda persona que no cumpla o que ya no cumpla más con las condiciones de ingreso o de estadia aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, siempre que se establezca o se presuma válidamente que posee la nacionalidad de la Parte Contratante requerida.
2. La Parte Contratante requirente readmitirá en las mismas condiciones a la persona alejada de su territorio, conforme al párrafo 1, a petición de la otra parte contratante, si controles posteriores demuestran que no poseía la nacionalidad de la Parte Contratante requerida en el momento de salir del territorio de la Parte Contratante requirente.
3. A los fines del presente artículo, las personas contempladas en el párrafo 1 deberán justificar en cualquier momento la fecha en la que ingresaron al territorio de la República del Ecuador, en lo tocante a la Parte Contratante ecuatoriana, y al territorio de los Estados partes de la Convención de Schengen, en lo tocante a la Parte Contratante francesa. En su defecto, se considerará que están en situación irregular en relación con la legislación de dicha Parte.

4. Las autoridades encargadas del control en las fronteras se notificarán mutuamente los documentos que justifican la fecha de ingreso regular en su territorio.

ARTICULO 2

1. Se considerará que la nacionalidad de la persona se establece sobre la base de uno de los documentos válidos indicados a continuación:
 - documento de identidad,
 - pasaporte o cualquier otro documento de viaje,
 - tarjeta de matriculación consular,
 - decreto de naturalización.
2. La nacionalidad será considerada como presunta, sobre la base de uno de los elementos siguientes:
 - uno de los documentos mencionados en el párrafo anterior, aun si esta caducado,
 - documento que emane de las autoridades oficiales de la Parte Contratante requerida y que pruebe la identidad del interesado,
 - libreta o documentos militares,
 - acta de nacimiento o carnet de familia,
 - autorizaciones o certificados de estadia caducados,
 - fotocopia de uno de los documentos antes indicados,
 - declaraciones del interesado, debidamente receptadas por las autoridades administrativas o judiciales de la Parte Contratante requirente,
 - declaraciones de testigos de buena fe consignadas en un acta verbal.

ARTICULO 3

1. Cuando la nacionalidad es presunta, sobre la base de los elementos mencionados en el artículo 2, párrafo 2, las autoridades consulares de la Parte requerida entregarán inmediatamente un salvoconducto que permitirá que la persona interesada salga del territorio.
2. En caso de duda sobre los elementos en que se basa la presunción de nacionalidad o en caso de ausencia de dichos elementos, las autoridades consulares de la Parte Contratante requerida procederán, en un plazo de tres días desde la solicitud de readmisión, a entrevistar al interesado. Esta entrevista será organizada por la Parte Contratante requirente en conformidad con la autoridad consular interesada, en el menor tiempo

Cuando, como resultado de esta entrevista, se establezca que la persona interesada es de la nacionalidad de la Parte Contratante requerida, el pase será emitido inmediatamente por la autoridad consular.

II READMISION DE NACIONALES DE TERCEROS ESTADOS

ARTICULO 4

1. Cada una de las Partes Contratantes readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin trámites, al nacional de un tercer Estado que no cumpla o ya no cumpla más con las condiciones de ingreso o de estadía aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, siempre que se establezca o se presuma válidamente que dicho nacional ingresó al territorio de dicha Parte luego de haber permanecido o transitado por el territorio de la Parte Contratante requerida.

2. Cada una de las Partes Contratantes readmitirá en su territorio, a solicitud de la otra Parte Contratante y sin trámites, al nacional de un tercer Estado que no cumpla o ya no cumpla más con las condiciones de ingreso o de estadía aplicables en el territorio de la Parte Contratante requirente, si dicho nacional posee una visa o una autorización de estadía válida de cualquier tipo que sea, emitida por la Parte Contratante requerida.

ARTICULO 5

La obligación de readmisión prevista en el artículo 4 no regirá en el caso de:

1. Nacionales de terceros Estados que tienen una frontera común con la Parte Contratante requerida;
2. Nacionales de terceros Estados que, después de dejar el territorio de la Parte Contratante requerida o después de ingresar al territorio de la Parte Contratante requirente, recibieron de dicha Parte una visa o autorización de estadía;
3. Nacionales de terceros Estados que permanecen desde hace más de seis meses en el territorio de la Parte Contratante requirente;
4. Nacionales de terceros Estados a los que la Parte Contratante requirente ha reconocido ya sea la condición de refugiado en aplicación de la Convención de Ginebra de 28 de julio de 1951 relativa a la condición de

los refugiados, tal como fue enmendada en aplicación de la Convención de Nueva York de 28 de septiembre de 1954 relativa a la condición de los apátridas;

5. Nacionales de terceros Estados que son efectivamente enviados por la Parte Contratante requerida a sus países de origen o a terceros estados.

ARTICULO 6

La Parte Contratante requirente readmitirá en su territorio a personas que se revele, por medio de verificaciones posteriores a su readmisión por la Parte Contratante requerida, que no cumplen con las condiciones previstas en el artículo 4 en el momento de salir del territorio de la Parte Contratante requirente.

III TRANSITO PARA ALEJAMIENTO

ARTICULO 7

1. Cada una de las Partes Contratantes, previa solicitud de la otra parte, autorizará el tránsito en su territorio de nacionales de terceros Estados que son objeto de una medida de deportación adoptada por la Parte Contratante requirente.

El tránsito puede efectuarse por vía terrestre o por vía aérea.

2. La Parte Contratante requirente asumirá total responsabilidad en la continuación del viaje del extranjero hacia su país de destino y retomará a cargo a dicho extranjero si, por cualquier razón, la medida de alejamiento no puede ser ejecutada.
3. Cuando el tránsito deba efectuarse con escolta policial, esta será garantizada por la Parte Contratante requirente por vía aérea hasta los aeropuertos de la Parte Contratante requerida, a condición de que no salga de la zona internacional de dichos aeropuertos. De lo contrario, o si el tránsito con escolta debe continuar por vía terrestre en el territorio de la Parte Contratante requerida, la continuación de la escolta será garantizada por la Parte requerida, pero la Parte Contratante requirente le reembolsará los gastos correspondientes.
4. La Parte Contratante requirente garantizará a la Parte Contratante requerida que el extranjero cuyo tránsito ha sido autorizado es titular de un

documento de transporte y de un documento de viaje para el país de destino.

ARTICULO 8

La solicitud de tránsito para deportación será transmitida directamente entre las autoridades interesadas. La solicitud contendrá información relativa a la identidad y a la nacionalidad del extranjero, así como fecha de viaje, horas de llegada al país de tránsito de viaje, naturaleza de la medida de alejamiento y, si procede, información relativa a los funcionarios que escoltan al extranjero.

ARTICULO 9

El tránsito puede ser negado:

Si el extranjero corre en el Estado de destino riesgos de persecución por motivos de su raza, religión, nacionalidad, pertenencia a cierto grupo social o por sus opiniones políticas.

Si el extranjero corre el riesgo de ser acusado o condenado ante un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores a su tránsito.

IV COBERTURA DE GASTOS

ARTICULO 10

1. Los gastos relativos al transporte hasta la frontera de la Parte Contratante requerida y al eventual retorno de personas que pueden ser readmitidas conforme a los artículos 1 a 6 del presente Convenio correrán por cuenta de la Parte Contratante requirente.
2. Los gastos relativos al tránsito y al eventual retorno de las personas previstas en los artículos 7 a 9 del presente Convenio correrán por cuenta de la Parte Contratante requirente.

V PROTECCION DE DATOS

ARTICULO 11

Los datos personales necesarios para la ejecución del presente Convenio y comunicados por las Partes Contratantes deberán ser procesados y protegidos

de conformidad con las legislaciones relativas a la protección de datos vigentes en cada Estado.

En ese contexto,

- 1) la Parte Contratante requerida no utilizará los datos comunicados más que para los fines previstos en el presente Convenio.
- 2) cada una de las Partes Contratantes informará, previa solicitud de la otra Parte Contratante, acerca de la utilización de los datos comunicados;
- 3) los datos comunicados solo podrán ser tratados por las autoridades competentes para la ejecución del presente Convenio.

Los datos sólo podrán ser transmitidos a otras personas con la autorización previa, por escrito de la Parte Contratante que los había comunicado.

VI DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 12

Las autoridades ministeriales responsables del control en las fronteras determinarán y comunicarán a la otra parte:

- 1) las autoridades centrales o locales competentes para tramitar las solicitudes de readmisión y de tránsito;
- 2) los documentos y datos necesarios para la readmisión y el tránsito;
- 3) los puestos fronterizos que podrán ser usados para la readmisión y el ingreso en tránsito de los extranjeros;
- 4) las modalidades y las reglas para asumir el pago de los gastos relativos a la ejecución del presente Convenio.

ARTICULO 13

Las autoridades competentes de las dos Partes Contratantes cooperarán y se consultarán siempre que sea necesario para examinar la aplicación del presente Convenio.

La solicitud de consulta será presentada por la vía diplomática.

ARTICULO 14

1. Las disposiciones del presente Convenio no atentarán contra las obligaciones de admisión o readmisión de nacionales extranjeros asumidas por las Partes Contratantes en otros convenios internacionales.
2. Las disposiciones del presente Convenio no serán obstáculo para la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra de 28 de julio de 1951 relativa a la condición de los refugiados, tal como fue enmendada por el Protocolo de Nueva York, de 31 de enero de 1967.
3. Las disposiciones del presente Convenio no serán obstáculo para la aplicación de las disposiciones de los Convenios suscritos por las Partes Contratantes en el campo de la protección de los Derechos Humanos.

ARTICULO 15

1. Cada una de las partes contratantes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos en relación con la entrada en vigor del presente Convenio, el mismo que regirá treinta días después de la recepción de la última notificación.
2. El presente convenio tendrá una validez de tres años y será renovado tácitamente por períodos de igual duración. Podrá ser denunciado con tres meses de anticipación por la vía diplomática.

EN FE DE LO CUAL, los representantes de las Partes Contratantes, debidamente autorizados para el efecto, han suscrito el presente Convenio.

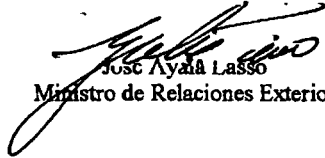
Hecho en Quito, a los días del mes de octubre 1998, en cuatro ejemplares en idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente idénticos.

**Por el Gobierno de la
República de Francia**



**Francois Goudard
Embajador de Francia**

**Por el Gobierno de la
República del Ecuador**



**José Ayala Lasso
Ministro de Relaciones Exteriores**

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR ON THE READMISSION OF PERSONS IN IRREGULAR SITUATION

Desirous of developing cooperation between the two Contracting Parties, so as to improve the implementation of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees stipulated in current laws and regulations,

In conformity with international treaties and convention and in an effort to combat illegal immigration,

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Ecuador have agreed as follows, on the basis of reciprocity:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 1

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, persons who do not, or who no longer, fulfill the conditions for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, provided it is proved or legitimately presumed that they possess the nationality of the requested Contracting Party.

2. The requesting Contracting Party shall, under the same conditions and at the request of the other Contracting Party, readmit persons expelled from its territory in accordance with paragraph 1 if subsequent verification proves that they were not in possession of the nationality of the requested Contracting Party when they departed from the territory of the requesting Contracting Party.

3. For the purposes of this article, the persons referred to in paragraph 1 must at all times be able to prove, in the case of the Ecuadorian Contracting Party, the date on which they entered the territory of the Republic of Ecuador, and in the case of the French Contracting Party, the date on which they entered the territory of the States Parties to the Schengen Agreement. Failure to do so shall place them in an irregular situation under the legislation of the Party concerned.

4. The authorities responsible for border control shall notify each other of the documents establishing the date of the regular entry of such persons into their territory.

Article 2

1. The nationality of a person shall be deemed to be proved by possession of one of the following valid documents:

- An identity document,
- A passport or any other travel document;

- A consular registration card;
 - A certificate of naturalization.
2. A presumption of nationality shall be deemed to be established by means of any of the following:
- Any of the documents referred to in the preceding paragraph which has expired;
 - A document issued by the official authorities of the requested Contracting Party attesting to the identity of the person concerned;
 - A service record book or military papers;
 - A birth certificate or a family book from registry office records;
 - An expired residence permit or authorization;
 - A photocopy of any of the above documents;
 - Particulars supplied by the person concerned, as recorded by the administrative or judicial authorities of the requesting Contracting Party;
 - Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Where a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence referred to in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Contracting Party shall forthwith issue a laissez-passer for the readmission of the person concerned.

2. Where the supporting evidence for a presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall, within three days of the readmission request, be granted a hearing by the consular authorities of the requested Contracting Party. The requesting Contracting Party shall organize the hearing as soon as possible in agreement with the relevant consular authority.

Where it is established, following the hearing, that the person concerned is a national of the requested Contracting Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

II. READMISSION OF THIRD COUNTRY NATIONALS

Article 4

1. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, third-country nationals who do not, or who no longer, fulfill the conditions for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, provided that it has been proved, or there is a valid presumption, that they entered the territory of that Party after residing in, or traveling in transit through, the territory of the requested Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall readmit into its territory, at the request of the other Contracting Party and without any formalities, third-country nationals who do not, or who

no longer, fulfill the conditions in force for entry into, or residence in, the territory of the requesting Contracting Party, when such nationals hold a valid visa or residence permit of any kind issued by the requested Contracting Party.

Article 5

The readmission obligation pursuant to article 4 shall not apply in respect of:

(1) Nationals of third States which have a common border with the requesting Contracting Party;

(2) Third-country nationals who, after their departure from the territory of the requested Contracting Party or after their entry into the territory of the requesting Contracting Party, have been issued a visa or residence permit by the latter Party;

(3) Third-country nationals who have resided for more than six months in the territory of the requesting Contracting Party;

(4) Third-country nationals who have been recognized by the requesting Contracting Party as having either refugee status pursuant to the Geneva Convention of 28 July 1951 relating to the Status of Refugees, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967, or the status of stateless persons pursuant to the New York Convention of 28 September 1954 relating to the Status of Stateless Persons;

(5) Third-country nationals who have been effectively expelled by the requested Contracting Party to their country of origin or to a third State.

Article 6

The requesting Contracting Party shall readmit into its territory persons who, following checks carried out after their readmission by the requested Contracting Party, have been shown not to have fulfilled the conditions set forth in article 4 at the time of their departure from the territory of the requesting Contracting Party.

III. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF EXPULSION

Article 7

1. Each Contracting Party shall, at the request of the other, authorize third-country nationals subject to an expulsion order issued by the requesting Contracting Party to transit through its territory. Transit may be by land or air.

2. The requesting Contracting Party shall assume full responsibility for the onward journey of the alien to his country of destination and shall take the alien in charge again if for any reason the expulsion order cannot be carried out.

3. Where the person in transit is traveling under police escort, such escort shall be provided by the requesting Contracting Party by air as far as the airports of the requested Contracting Party, on condition that it does not leave the international area of the airports. If the escort is not provided, or if the transit under escort is to continue by land on the territory of the requested Contracting Party, its onward journey shall be assured by the re-

quested Contracting Party subject to reimbursement by the requesting Contracting Party of the costs involved.

4. The requesting Contracting Party shall assure the requested Contracting Party that the alien whose transit is authorized holds a ticket and a travel document required for the country of destination.

Article 8

Requests for transit for the purpose of expulsion shall be transmitted directly between the authorities concerned.

Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the times of arrival in the transit country, the country and place of destination, the travel documents, the type of expulsion order and, where appropriate, information on the officials escorting the alien.

Article 9

Transit for the purpose of expulsion may be refused:

- If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination on account of his race, religion, nationality, social status or political opinions;
- If the alien runs the risk of being accused or convicted in a criminal court in the State of destination for acts committed prior to the transit.

IV. PAYMENT OF COSTS

Article 10

1. Costs related to transport of an alien to the border of the requested Contracting Party and, where necessary, to the return or readmission of such alien that may become necessary pursuant to articles 1 to 6 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

2. Costs related to the transit and, where necessary, to the return of persons pursuant to articles 7 to 9 of this Agreement shall be borne by the requesting Contracting Party.

V. DATA PROTECTION

Article 11

The personal data required for the implementation of this Agreement, supplied by the Contracting Parties, shall be processed and protected in accordance with the data protection laws in force in each State.

Accordingly,

(1) The requested Contracting Party may use the information supplied only for the purposes for which the Agreement has been concluded;

(2) Each Contracting Party shall inform the other, upon request, about its use of the information supplied;

(3) The data supplied may be handled only by the authorities designated to implement this Agreement. Such data may be transmitted to other persons only with the prior written authorization of the Contracting Party which supplied them.

VI. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 12

The ministerial authorities responsible for border control shall determine:

(1) The central or local authorities competent to process readmission and transit requests;

(2) The documents and data required for readmission and transit;

(3) The border posts that may be used for the readmission and the entry of aliens in transit;

(4) The procedures and regulations for the reimbursement of costs related to the implementation of this Agreement.

Article 13

The competent authorities of the two Contracting Parties shall cooperate and consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be transmitted through the diplomatic channel.

Article 14

1. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the obligations of the Contracting Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals under other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall be without prejudice to the application of the provisions of agreements on the protection of human rights signed by the Contracting Parties.

Article 15

1. Each Contracting Party shall notify the other when it has completed the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force thirty days after receipt of the last such notification.

2. This Agreement shall remain in force for three years and shall be automatically renewable for successive three-year periods. It may be terminated upon three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof, the representatives of the Contracting Parties, being duly authorized for the purpose, have affixed their signatures to this Agreement.

DONE at Quito on 16 October 1998 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

FRANÇOIS GOUDARD
Ambassador of France

For the Government of the Republic of Ecuador:

JOSÉ AYALA LASSO
Minister for Foreign Affairs

